

ALI BABACAN

Député et ancien vice-Premier ministre de la République Turquie

Je veux exprimer mes sincères remerciements à l'État du Qatar et au ministre des Affaires étrangères qatari pour avoir organisé cet événement. C'est une collaboration avec l'IFRI, qui est un institut très important pour les affaires mondiales et internationales. Dans la communauté internationale, c'est un énorme succès, il faut le dire, et je vous félicite d'avoir constamment proposé la World Policy Conference avec succès année après année. J'ai assisté à la session de Monaco, c'était il y a 3-4 ans si je me souviens bien. Toutes mes félicitations pour cette session à Doha au Qatar.

Ce que la Turquie a traversé cet été, en juillet, a été traumatique, brutal et inattendu. Nous avons fait face à une tentative de coup d'État. Elle ne venait pas de l'ensemble de l'armée, simplement d'une faction au sein de l'armée, rattachée à Fethulla Gülen. Les Gülenistes au sein de notre armée ont tenté un coup, mais n'ont pas réussi. Ça a été un échec. Je pense qu'il était très important pour notre président, Erdogan, d'appeler le peuple à occuper les rues et les parcs de notre pays. Tout le monde a répondu très rapidement, et en quelque sorte, la forte prise de position de notre peuple a empêché le coup, qui aurait pu tourner bien plus mal.

Cependant, nous avons ensuite analysé pourquoi c'est arrivé, qui sont les Gülenistes et qui est Fethullah Gülen. Cela remonte en fait à plus de 40 ans. C'était une organisation religieuse que nous pensions, pour la partie visible, impliquée dans les écoles, les œuvres de charité, l'action sociale, la solidarité, etc. Elle n'opérait pas simplement en Turquie mais dans le monde entier. Nous avons même coopéré avec eux pendant un temps pour développer leurs actions, que nous pensions bénéfiques.

Ils ont infiltré les organisations de l'État une par une. Les partisans de Fethulla Gülen sont entrés de plus en plus dans les unités gouvernementales, notre système judiciaire, nos forces de police et notre armée. Après avoir passé un certain seuil d'occupation ou d'effet, je dirais, ils ont commencé à augmenter ce pouvoir pour l'organisation elle-même. Prendre le contrôle de l'État est devenu leur priorité, et nous gardions un œil sur leurs activités, en particulier ces dernières années, mais jamais nous n'avions imaginé qu'ils iraient aussi loin et tenteraient un coup d'État.

Nous avons perdu 241 personnes au cours de cette nuit, des civils pour la plupart, et il y a eu plus de 2 000 blessés. Ils ont bombardé le Parlement avec des F-16. Ils ont utilisé des hélicoptères Sikorsky et des tanks pour bombarder le palais présidentiel, les quartiers généraux de renseignement et de la police. Imaginez n'importe quelle capitale dans le monde, que ce soit Paris, Londres ou Washington. En une nuit, des membres de votre propre armée attaquent les sièges les plus importants de l'État avec des armes à la pointe de la technologie. Ce fut un réel traumatisme.

Après le 15 juillet, nous avons démarré un processus très important. Une opération de police et de justice de grande envergure qui continue encore aujourd'hui. Nous tentons de trouver les gens impliqués dans cette organisation, que nous appelons maintenant FETO, une organisation terroriste, puisqu'ils ont utilisé des armes pour déstabiliser le pays. Nous déployons à présent de gros efforts pour nous assurer que les partisans de Gülen ou les membres de cette organisation terroriste ne sont plus dans des postes-clé des organisations gouvernementales. Cependant, il faut bien admettre, ils savent très bien se cacher. C'est une organisation très secrète.

Le problème avec cette organisation, comme d'autres organisations terroristes du monde musulman est le suivant : dans le courant principal de l'Islam, l'idéologie principale de l'Islam, la cible doit avoir une légitimité religieuse. Chaque mesure que nous prenons envers cette cible doit également avoir une légitimité religieuse. Cependant, en ce qui concerne FETO et certaines autres organisations terroristes du monde musulman, malheureusement, si elles ont une

cible légitime, elles peuvent faire toute sorte de choses horribles. Elles peuvent faire toute sorte de choses illégales d'un point de vue religieux pour atteindre leur cible. Je pense que c'est un énorme cancer que le monde musulman doit gérer, et les penseurs musulmans doivent travailler à cela avec beaucoup de prudence.

Un autre élément important concernant cette organisation, c'est qu'ils pensent que leur leader est un genre de Messie ou « Celui qu'on attend ». Quand ils reçoivent un ordre, les fidèles deviennent des automates ou des zombies, ils ne réfléchissent même plus. En réalité, dans l'islam, penser et utiliser son cerveau est un don qui nous différencie de toutes les autres créatures et choses. Dans ce genre d'organisation, on demande aux fidèles d'arrêter de penser, de fermer leur esprit, de le verrouiller et de faire des choses complètement folles. C'est également une maladie, un cancer, un gigantesque problème dont nous devons nous occuper. Cela ne vaut pas juste pour FETO mais également pour Daesh, Al-Qaïda et d'autres. C'est un problème auquel il faut s'attaquer sérieusement.

Ce que nous traversons n'est pas simple, car la Turquie s'est engagée à soutenir toutes les valeurs et idéaux essentiels comme la démocratie, les droits de l'humain, les libertés et l'État de droit. Depuis 2002, depuis les débuts de l'AKP, nous avons fait beaucoup d'efforts pour nous améliorer dans ces domaines. Tout en améliorant notre sécurité intérieure et en portant notre attention sur la sécurité extérieure.

Nous ne voulions pas échanger la liberté contre la sécurité. Cependant, ces événements ont été si uniques que, comme l'a fait la France après les attaques de Paris, nous avons dû déclarer l'état d'urgence en Turquie. Sous l'état d'urgence, le ton est « priorité à la sécurité », et quand on a une telle approche, on ne peut éviter de récolter des critiques de l'extérieur. Cependant, la priorité numéro un en Turquie à l'heure actuelle est de renforcer la stabilité, pour s'assurer que la sécurité intérieure revienne à la normale.

Non seulement notre sécurité intérieure est importante, mais à la frontière avec la Syrie, nous avons deux importantes organisations terroristes, juste de l'autre côté de la frontière, Daesh et YPG/PYD, ou PKK comme on les appelle en Turquie. Elles sont juste à notre porte et la Syrie représente une menace pour de nombreux pays, pas seulement pour le nôtre. D'un côté, nous devons gérer notre sécurité intérieure, et de l'autre, nous devons gérer la situation en Syrie mais aussi l'évolution de la situation en Irak, au Yémen, en Libye, etc. Ce n'est pas une époque facile dans cette région du monde, mais cette région du monde est aussi celle de l'Europe. Nous espérons que nos collègues et amis européens s'impliqueront davantage et nous soutiendront pour résoudre certains de ces problèmes. C'est pourquoi je pense que de tenir cette WPC à Doha a une signification très spéciale.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Pour faire la transition vers les affaires étrangères ; le fait est qu'il y a une certaine perception de la Turquie et du Président Erdogan, on les voit comme ayant réagi trop violemment en arrêtant et déportant des dizaines de milliers de personnes, etc. Résultat, on sent une sorte de tension, de crise dans la relation avec l'Europe, avec l'Union européenne. Peut-être allons-nous voir cela dans les jours à venir. On entend parler d'un rétablissement de la peine de mort. Cela serait incompatible avec l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe. La Turquie en est d'ailleurs un père fondateur, ce que beaucoup de gens ignorent peut-être.

C'est une situation relativement difficile, et avec les États-Unis, on a la question de ce que va faire le Président Trump. Va-t-il accepter la demande d'extradition de Gülen ? Je ne suis même pas sûr qu'il ait le pouvoir de faire cela en fait. C'est un problème juridique. Quoi qu'il en soit, on pourrait se heurter à de sérieux problèmes diplomatiques, que ce soit avec l'UE ou avec les États-Unis. Dans le même temps, la relation entre la Turquie et l'Occident devient de plus en plus importante. En ce qui concerne l'Europe, nous avons le problème des réfugiés et la situation au Moyen-Orient. Comment envisagez-vous l'interaction entre ces problèmes intérieurs en Turquie et cette situation internationale plutôt compliquée, en particulier avec l'Occident ?

Ali BABACAN

Malheureusement, le monde est actuellement engagé dans un processus de dé-mondialisation. De nombreux pays regardent de plus en plus vers l'intérieur et se séparent les uns des autres. Auparavant, le commerce mondial pouvait doubler la croissance mondiale, mais à présent il augmente parallèlement voire plus lentement que la croissance mondiale. En un sens, les pays et les régions deviennent de plus en plus compartimentés, le populisme et le nationalisme montent, ainsi que le Premier ministre Davutoglu l'a mentionné lors de la conférence d'ouverture.

Le populisme et le nationalisme montent, et chaque pays blâme les étrangers pour les difficultés intérieures, et c'est un gros problème. Les troubles au Moyen-Orient coïncident avec la dé-mondialisation. Même quand on regarde l'Union européenne, la crise de la zone euro en 2008-2009 a obnubilé de nombreux pays, nécessairement trop occupés par leurs difficultés internes. Peu d'attention a été accordée au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

Quand le Printemps arabe a démarré, la Turquie s'est sentie en quelque sorte très seule, à exprimer et défendre des valeurs très européennes auprès de nos voisins du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La transformation n'est pas chose simple dans cette partie du monde. En Europe de l'Est, quand la transformation s'est amorcée après la chute de l'Union soviétique, de nombreux pays sont entrés dans l'UE et l'OTAN. Cependant, ces pays ont reçu un soutien économique et politique conséquent et on leur a promis de meilleures conditions et un meilleur niveau de vie pour leurs citoyens. La Pologne reçoit aujourd'hui des aides équivalentes à 3-4% de son PIB de la part de l'UE. La Pologne est aujourd'hui une économie assez avancée, mais ils reçoivent toujours des aides de l'UE pour continuer à se développer. Pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, rien de tel n'a été mis en place.

Un autre problème, d'après moi, c'est l'absence de direction dans le monde. Cela a joué un rôle essentiel dans la détérioration du processus. Le nationalisme et le populisme résultent également du manque de direction dans plusieurs pays. Heureusement, en Turquie, nous n'avons pas ce problème. Nous avons une direction très forte et cette direction très forte a eu une influence non négligeable dans la transformation du pays depuis 2002. Cependant, je pense qu'il est également important de comprendre la situation nationale et régionale de la Turquie.

Vous avez mentionné que des fonctionnaires ont été renvoyés de certains services etc., mais dans ces circonstances difficiles, cela devient parfois nécessaire. C'est comme ce qui s'est passé en Allemagne de l'Est quand les deux Allemagnes étaient en pleine réunification. Des centaines de milliers de fonctionnaires ont été renvoyés pour purger l'idéologie nazie présente dans la fonction publique. En termes de sécurité intérieure, à l'heure actuelle, le FETO et le PKK sont les deux plus grandes menaces, et parfois, pour éliminer la menace, il faut prendre ce genre de mesure. Comme je l'ai dit, en ce moment, le pays est à l'heure de « la priorité à la sécurité ».

Cependant, cela va changer, et nous espérons que l'Union européenne reviendra également aux valeurs fondatrices. Selon moi, le monde a besoin d'une Union européenne forte. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne a émergé comme un important projet de paix. Les pays étaient en guerre et après des millions et des millions de morts, ils ont été capables de trouver des intérêts communs sur lesquels bâtir quelque chose. Cela a commencé avec le charbon et l'acier, des sujets très simples, et cela s'est transformé en une entité économique avec un marché commun. Puis la Communauté économique européenne, la Communauté européenne et enfin l'Union européenne.

Les intérêts économiques communs ont été les fondements mêmes de l'Union européenne, qui s'est avérée être un grand succès. Je crains que nous ne perdions cela, car le sentiment à l'époque était que l'Union était bénéfique pour tous. À l'heure actuelle, ce sentiment s'évapore dans de nombreux États membres de l'Union européenne. C'est ce qui s'est passé avec le vote du Brexit. 52% du peuple britannique est d'avis que faire partie de l'UE n'est plus avantageux pour le Royaume-Uni. Pire que ça, être membre de l'UE serait un coût, pas un avantage, alors pourquoi ne pas en



sortir ? Ce sentiment de n'avoir « aucun avantage commun à rester ensemble » n'est pas bon, c'est une tendance très dangereuse que nous observons.

En ce qui concerne la Turquie, c'est très dommage pour nous, car nous avons un très fort ancrage externe avec l'UE qui nous aidait fortement à nous transformer. Un ancrage dans l'État de droit, les droits de l'homme, les libertés et le fonctionnement démocratique. Cet ancrage externe, ce grand objectif, est en train de disparaître sous nos yeux, nous privant d'un aimant très puissant. Le *soft power* de l'UE, l'influence de l'UE dans la région, disparaît également, en même temps que la solidarité au sein de l'Union. Notre région ne vit pas des temps faciles, et la Turquie non plus, mais je pense également que ce n'est pas une occasion ratée. Nous devons garder espoir et nous mettre au travail. Il y a encore de nombreuses personnes dans cette région et dans le monde entier qui sont de grands penseurs mondiaux, qui réfléchissent à comment atteindre une meilleure situation dans la région et dans le monde entier. Nous devons continuer à avancer.